

DIRECTION  
de la  
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

BUREAU D 1

Numéros dans les séries spéciales :  
56 TM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° ..... du .....

## RECouvreMENT DE L'IMPOT DIRECT

### INSTRUCTION DES DEMANDES EN REMISE DE MAJORATIONS DE 10 % ET DE FRAIS DE POURSUITES

#### RELÈVEMENT DES TAUX DE COMPÉTENCE

#### DOCUMENTS A ANNOTER :

Circulaire n° 1321 du 18 novembre 1953 (§ II).

Circulaire n° 1848 du 13 mars 1957 (alinéas n°s 72, 73, 74, 83, 94).

La décision ministérielle du 26 novembre 1953 a fixé les taux de compétence du Directeur de la Comptabilité publique et des Trésoriers-Payeurs Généraux, Receveurs particuliers des Finances, Receveurs-Percepteurs et Percepteurs pour examiner les demandes en remise de majoration de 10 % présentées par les contribuables.

La même décision a fixé les taux de compétence du Directeur de la Comptabilité publique, des Trésoriers-Payeurs Généraux, des Receveurs particuliers des Finances et des Receveurs-Percepteurs de la Seine pour l'examen des demandes en remise de frais de poursuites.

Cette décision a été portée à la connaissance des Comptables du Trésor par la circulaire n° 1321 du 18 décembre 1953 (B.S.T. 89 G).

Les dispositions de cette circulaire relatives à la majoration de 10 % ont été reprises dans la circulaire n° 1848 du 13 mars 1957 (B.S.T. 20 G), sous les numéros 72 à 75 inclus.

Les résultats satisfaisants obtenus dans l'application de ces circulaires, l'augmentation du montant moyen des cotisations d'impôts directs depuis 1953, ainsi que le souci, dans le cadre de la politique actuelle de déconcentration administrative, d'accroître les pouvoirs des Comptables du Trésor ont amené à envisager un relèvement des taux limites de compétence.

Ce relèvement a fait l'objet de la décision ministérielle du 11 janvier 1958.

#### DESTINATAIRES POUR APPLICATION :

RGS	TPG	DOM
RF	P	

## I. — Remises de majorations de 10 %.

### A. — TAUX DE COMPÉTENCE.

Le paragraphe 72 de la circulaire n° 1848 du 13 mars 1957 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 72 - Les taux de compétence des diverses autorités chargées de statuer sur les demandes en remise de majorations de 10 % sont ainsi fixés :

- » 1° Les Inspecteurs adjoints du Trésor, les Inspecteurs du Trésor et les Inspecteurs centraux du Trésor gérant des Perceptions des diverses catégories ont compétence pour prononcer la remise totale, la modération ou le maintien des majorations égales à 5.000 francs au plus ;
- » 2° les Trésoriers principaux gérant des Trésoreries principales, Recettes-perceptions des départements autres que la Seine, les Receveurs-Percepteurs de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classes des départements autres que la Seine ont compétence pour prononcer la remise totale, la modération ou le maintien des majorations égales à 50.000 francs au plus ;
- » 3° les Trésoriers principaux gérant des Trésoreries principales-Recettes particulières des Finances, les Receveurs particuliers des Finances ont compétence pour prononcer la remise totale, la modération ou le maintien des majorations excédant le taux de compétence des Comptables du Trésor visés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus mais n'excédant pas 100.000 francs ;
- » 4° les Trésoriers principaux et Receveurs-Percepteurs de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classes de la Seine ont compétence pour prononcer la remise totale, la modération ou le maintien des majorations égales à 100.000 francs au plus ;
- » 5° les Trésoriers-Payeurs Généraux et le Receveur général des Finances de la Seine ont compétence pour prononcer la remise totale, la modération ou le maintien des majorations excédant les taux de compétence des Comptables du Trésor visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 ci-dessus, mais n'excédant pas 500.000 francs ;
- » 6° le Directeur de la Comptabilité publique a compétence pour statuer sur les demandes relatives aux majorations supérieures à 500.000 francs. »

Ainsi donc, les taux de compétence restent déterminés par la catégorie du poste comptable.

Dans les paragraphes 73 et 74 les sommes données à titre d'exemples doivent être modifiées en conséquence.

### B. — CONTROLE DES DÉCISIONS DE REMISE.

Aux termes du paragraphe 94 de la circulaire du 13 mars 1957, les Trésoriers-Payeurs Généraux, les 1<sup>er</sup> avril et 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, adressent à la Direction de la Comptabilité publique des états rendant compte des décisions prises au cours des six derniers mois écoulés sur les demandes en remise présentées par les contribuables de leur département (états n°s 5 et 5 bis).

Il a été décidé que, désormais, ces états ne seraient produits qu'une fois par an, le 1<sup>er</sup> février, pour l'année civile précédente.

Par ailleurs, il a paru opportun de compléter les indications fournies par les états n° 5.

En effet, des Comptables du Trésor ont fait observer que les demandes en remise examinées par eux ne représentent qu'une fraction des majorations de 10 % effectivement appliquées aux cotisations ou fractions de cotisations d'impôt non réglées dans les délais légaux, de nombreux contribuables ne présentant pas de demandes en remise et acquittant les majorations. En leur forme actuelle les états ne rendent donc qu'imparfaitement compte de l'importance relative des remises de majorations accordées.

Il est ainsi apparu nécessaire de rapprocher les décisions prises sur les demandes en remise du montant total des majorations de 10 % réellement liquidées à l'encontre des contribuables.

Mais ce rapprochement présente plusieurs difficultés :

- D'une part, les décisions de remise prises pendant une année considérée ne concernent que pour partie des majorations de 10 % appliquées pendant cette même année : elles concernent aussi les majorations appliquées l'année et même les années précédentes.



- Il est d'autre part pratiquement impossible aux Trésoriers-Payeurs Généraux d'indiquer le montant des majorations appliquées, en distinguant selon les comptables compétents pour statuer sur les demandes en remise.

Il convient enfin de tenir compte des décisions prises par le Directeur de la Comptabilité publique et notifiées au cours de l'année ; désormais celles-ci devront être consignées en interlignes sous les décisions des Trésoriers-Payeurs Généraux, et être comprises dans les totaux.

Il a été admis que le rapprochement des majorations appliquées et des majorations allouées en remise serait effectué avec une approximation suffisante si les Trésoriers-Payeurs Généraux indiquaient sur les états n° 5 établis *par nature de majoration* (article 1732, article 1733, articles 364 et 365 de l'annexe III au Code Général des Impôts) le montant des majorations de l'espèce appliquées d'une part pendant l'année au titre de laquelle sont fournis les états et de l'autre pendant l'année précédente, et la moyenne arithmétique des deux sommes.

En définitive, le paragraphe 94 est désormais rédigé comme suit :

« Le 1<sup>er</sup> février de chaque année, le Trésorier-Payeur Général adresse à la Direction de la Comptabilité publique des états (du modèle reproduit en annexe n°s 5 et 5 *bis*) rendant compte des décisions prises au cours de l'année civile écoulée sur les demandes en remise présentées par les contribuables de leur département.

» En ce qui concerne les décisions du Directeur de la Comptabilité publique, il y a lieu de retenir les décisions notifiées par la Direction au cours de la dite année.

» Des états distincts sont produits pour chaque catégorie de majorations, pour les décisions prises sur les demandes initiales des contribuables et pour les décisions prises sur les recours de ceux-ci.

» Au bas de chaque état n° 5 établi par nature de majoration (article 1732, article 1733, articles 364 et 365 de l'annexe III au Code Général des Impôts) le Trésorier-Payeur Général indique le montant des majorations de l'espèce appliquées, d'une part, pendant l'année au titre de laquelle est fourni l'état et, de l'autre, pendant l'année précédente, et la moyenne arithmétique des deux sommes. »

Exceptionnellement, en ce qui concerne les états n°s 5 et 5 *bis* à fournir pour l'année 1957, le délai d'envoi de ces documents est reporté au trentième jour suivant la réception de la présente instruction.

Les états de l'année 1957 devront donc reprendre :

- les décisions afférentes aux trois premiers mois de 1957 et qui ont d'ailleurs été comprises dans les documents fournis à la Direction le 1<sup>er</sup> avril 1957 ;
- les décisions afférentes aux mois d'avril à septembre 1957 telles qu'elles figurent aux états adressés le 1<sup>er</sup> octobre 1957 ;
- les décisions concernant les trois derniers mois de 1957.

Ils préciseront par nature de majoration, les majorations de 10 % appliquées en 1957 et 1956.

Si la nouvelle présentation des états statistiques pour 1957 doit entraîner dans l'immédiat un travail supplémentaire pour les comptables, elle représentera à l'avenir pour eux une sérieuse économie de temps et une simplification par rapport au système jusqu'alors en vigueur.

## II. — Admission en non-valeurs de majorations de 10 %.

Par suite du relèvement des taux de compétence, le paragraphe 83 de la circulaire n° 1848 du 13 mars 1957 est désormais rédigé comme suit :

« Les Inspecteurs adjoints du Trésor, Inspecteurs du Trésor, Inspecteurs centraux du Trésor gérant des perceptions de diverses catégories, les Receveurs-percepteurs de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classes et les Trésoriers-principaux gérant des Trésoreries principales — recettes perceptions, peuvent solliciter l'admission en non-valeurs :

- » — des majorations irrécouvrables afférentes à des cotisations recouvrées ;
- » — des majorations liquidées par suite d'erreurs matérielles (majorations liquidées en infraction à la règle du non-cumul des majorations des articles 1732 et 1733 du Code Général des Impôts, majorations appliquées à des cotisations soldées dans le délai légal, erreurs numériques dans le décompte des majorations) ;

» Il est statué :

- » — sur les demandes relatives à des majorations au plus égales à 100.000 francs par les Trésoriers principaux gérant des Trésoreries principales - Recettes particulières des Finances, et par les Receveurs particuliers des Finances ;
- » — sur les demandes relatives à des majorations au plus égales à 500.000 francs par les Trésoriers-Payeurs Généraux ;
- » — sur les demandes relatives à des majorations supérieures à 500.000 francs par le Directeur de la Comptabilité publique. »

### III. — Remise des frais de poursuites.

Il a paru également opportun d'effectuer un relèvement des taux de compétence pour la remise des frais de poursuites exposés par les Percepteurs à l'égard des contribuables défaillants.

La décision ministérielle du 11 janvier 1958 a relevé comme suit les taux limites de compétence pour l'instruction des demandes en remise de frais de poursuites :

- 1° les Trésoriers principaux gérant des Trésoreries principales-Recettes particulières des Finances, les Receveurs particuliers des Finances, et les Trésoriers principaux et Receveurs-Percepteurs de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classes du département de la Seine ont compétence pour prononcer la remise totale, la modération ou le maintien des frais de poursuites n'excédant pas 50.000 francs ;
- 2° les Trésoriers-Payeurs Généraux et le Receveur général des Finances de la Seine ont compétence pour prononcer la remise totale, la modération ou le maintien des frais de poursuites excédant les taux de compétence des Comptables du Trésor visés au paragraphe ci-dessus mais n'excédant pas 250.000 francs.
- 3° le Directeur de la Comptabilité publique a compétence pour statuer sur les demandes relatives au frais de poursuites excédant 250.000 francs ;

Les autres dispositions du paragraphe II de la circulaire n° 1321 du 18 décembre 1953 sont maintenues.

*Le Directeur de la Comptabilité Publique,*

MARTIAL-SIMON.

=====

DIFFUSION

G